

Communiqué de presse

Genève/Zurich/Berne: 20.06.2022

Les retombées économiques du cannabis

Le cannabis génère en Suisse un chiffre d'affaires annuel d'environ un milliard de francs suisses. La production et le commerce dans l'économie souterraine illégale ne sont pas les seuls à en profiter, de nombreux secteurs économiques légaux en profitent également, de la santé publique au travail social en passant par la police et la justice. Une étude de l'Université de Genève a analysé en détail les effets économiques de la réglementation actuelle du cannabis en Suisse. Elle montre en outre que des formes alternatives de régulation pourraient changer considérablement la donne.

Le cannabis est interdit en Suisse depuis 1951. Soixante-dix ans plus tard, de nombreux pays débattent pour savoir si la prohibition sert au mieux l'intérêt public. En Suisse, des tentatives d'assouplir ou de renforcer la réglementation ont été faites à plusieurs reprises, jusqu'à présent en grande partie sans succès. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP), les cantons de Genève et de Bâle-Ville ainsi que les villes de Berne et de Zurich ont donc commandé une étude qui adopte une perspective économique sur la discussion et fournit des informations jusqu'ici inconnues.

De nombreux secteurs profitent du cannabis

L'étude a été élaborée par l'Université de Genève et l'entreprise de conseil EBP. Ils estiment le chiffre d'affaires généré en Suisse pour l'ensemble du système du cannabis à environ un milliard de francs par an. Cela comprend aussi bien les effets directs du marché du cannabis, des services de santé, de la police, de la justice et de l'exécution des peines que les effets économiques indirects déclenchés dans l'ensemble de l'économie suisse.

Environ 56 tonnes de cannabis (marijuana et haschisch) sont consommées chaque année par les Suisses et les Suissesses. Cela correspond à environ 750 000 joints par jour. Sur la base de ces chiffres, le chiffre d'affaires annuel du marché suisse du cannabis (production et vente) est estimé à 582 millions de francs (déduction faite des importations à 432 millions de francs). A cela s'ajoutent, selon l'étude, les chiffres d'affaires annuels suivants : dans l'exécution de la justice 14 millions de francs, dans la jurisprudence 9 millions de francs, dans la police 34 millions de francs et dans le secteur de la santé 22 millions de francs. Si l'on tient compte en plus des effets indirects dus aux prestations préalables et aux revenus générés, les chiffres d'affaires annuels sont encore plus élevés : 843 millions de francs sur le marché du cannabis lui-même, 44 millions de francs dans le secteur de la santé, 71 millions de francs dans la police, 18 millions de francs dans la justice et 23 millions de francs dans l'exécution des peines.

Une valeur ajoutée brute comparable à celle de la fabrication de voitures et de pièces automobiles

L'étude estime la valeur ajoutée brute du système du cannabis en Suisse à 673 millions de francs (dont 428 millions d'effets directs et 245 millions d'effets indirects). La valeur ajoutée directe générée par le système du cannabis correspond donc à environ 0,06% du produit intérieur brut suisse. Les secteurs en Suisse ayant une importance économique similaire sont

l'approvisionnement en eau (0,04 pour cent) ou la fabrication de voitures et de pièces détachées (0,08 pour cent).

L'effet global sur l'emploi de l'activité économique issue du système du cannabis s'élève à environ 4 400 équivalents temps plein. Ce chiffre est comparable à celui des employés de l'assurance-accidents suisse (SUVA). Les effets économiques générés par le système du cannabis déclenchent en outre des recettes fiscales totales d'environ 25 millions de francs, qui comprennent la TVA et d'autres impôts sur les biens (par exemple le tabac, le carburant) ainsi que les impôts sur le revenu.

Le système du cannabis devrait-il être plus ou moins réglementé à l'avenir ?

L'étude montre également que les effets économiques du système du cannabis seraient modifiés à moyen terme si des formes alternatives de régulation étaient appliquées. Une légalisation de la consommation et de la possession de la drogue pour un usage personnel, associée à la légalisation de la production communautaire non commerciale (scénario "Cannabis Social Club"), réduirait le chiffre d'affaires du système cannabique à 650 millions de francs. Dans un marché totalement régulé (scénario "marché libre"), le chiffre d'affaires chuterait même à près de 200 millions de francs. Un marché fortement régulé et organisé par l'économie privée atteindrait environ 275 millions de francs.

Une partie de la baisse du chiffre d'affaires serait toutefois prélevée sous forme de recettes fiscales. Alors que le statu quo, sans marché légal et sans imposition spécifique au produit, génère des recettes fiscales d'environ 25 millions de francs, le scénario "Cannabis Social Club" (prix plancher et impôt sur le chiffre d'affaires) pourrait générer des recettes fiscales d'environ 166 millions de francs, le scénario "Fortement réglementé" (impôt sur le produit basé sur le poids et la valeur, comme pour le tabac) de 464 millions de francs et le scénario "Marché libre" (uniquement la TVA) de 11 millions de francs.

Dr. Oliver Hoff, auteur de l'étude, classe les résultats ainsi: "Les résultats des simulations montrent que la réglementation actuelle produit un résultat très inefficace pour la Suisse d'un point de vue économique. Alors que les marges artificiellement élevées profitent surtout aux acteurs opérant dans l'illégalité, les consommateurs souffrent d'un manque de transparence et de qualité des produits. Le système de santé et la prévention ont beaucoup plus de mal à accéder aux consommateurs problématiques et l'État n'a pas d'accès au marché en termes de régulation, de fiscalité et de politique de santé".

Adrian Gschwend, chef de la section Bases politiques et exécution de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), ajoute : "Dans le cadre d'essais pilotes, il s'agira dans les années à venir de recueillir des expériences sur l'accès contrôlé au cannabis. En combinaison avec les initiatives en cours des commissions sociales et de la santé publique des deux chambres du Parlement concernant la réglementation du cannabis, cette étude arrive au bon moment et constitue un bon exemple de la contribution que la science peut apporter à la poursuite du débat politique sur la gestion du cannabis".

Le professeur Sandro Cattacin, qui a suivi l'étude du côté de l'Université de Genève, ajoute : "Lors de la prescription d'héroïne dans les années 1990, l'élément déterminant a été la souffrance des personnes, qui a suscité l'indignation et déclenché des débats publics sur les solutions à apporter au drame. Ensuite, des évaluations ont conduit les politiques à stabiliser une nouvelle réglementation par la loi. Dans la politique du cannabis, ces éléments sont également déterminants, même si la souffrance n'a longtemps pas été visible. Ce n'est que récemment que l'on parle de cette souffrance liée à la prohibition. C'est précisément cette clarification qui est aussi au cœur de ce projet de recherche. Il ne parle pas de la souffrance

et ne montre pas non plus quels modèles sont à privilégier d'un point de vue moral. Mais l'étude fournit une base bienvenue et nécessaire pour faire avancer le processus législatif dans le domaine de la régulation du cannabis, en comparant les différents modèles de régulation et en les évaluant d'un point de vue économique".

L'étude "Le cannabis dans l'économie suisse : effets économiques de la réglementation actuelle et alternative" examine les effets économiques liés à la réglementation actuelle du cannabis contenant du THC en Suisse. L'analyse se base à la fois sur des données disponibles publiquement et sur des enquêtes. Les effets économiques liés au système de régulation actuel sont estimés à l'aide d'un modèle input-output pour l'économie suisse. Dans une deuxième partie, l'étude examine les effets de réglementations alternatives du cannabis. Pour ce faire, elle construit des scénarios de réglementation qui donnent un aperçu complet de toute l'étendue des mécanismes d'impact économique.

L'étude a été réalisée par l'Université de Genève en coopération avec la société de conseil EBP, sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique ainsi que des cantons de Genève et de Bâle-Ville et des villes de Zurich et de Berne.

Une version abrégée de l'étude en allemand est parue aux éditions Seismo.

Téléchargement/source d'approvisionnement :

<https://www.seismoverlag.ch/de/daten/cannabis-in-der-schweizer-volkswirtschaft/>

L'étude complète en anglais est disponible dans la série "Sociograph - Sociological Research Studies" de l'Université de Genève.

Téléchargement/source d'approvisionnement :

<https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/sociograph58>

Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Oliver Hoff, Université de Genève/EBP Suisse SA

Tél. +41 44 395 16 16

e-mail: oliver.hoff@ebp.ch

Adrian Gschwend, OFSP, responsable de la section Bases politiques et exécution OFSP

Tél. +41 58 462 58 00

e-mail: Adrian.Gschwend@bag.admin.ch

Medienmitteilung

EMBARGO Montag 20.6.2022 ; 11 :00

Genf/Zürich/Bern: 20.06.2022

Die volkswirtschaftlichen Effekte von Cannabis

Cannabis erzeugt in der Schweiz jährlich einen Umsatz von rund einer Milliarde Schweizer Franken. Diese Summe enthält nicht nur Produktion und Handel in der illegalen Schattenwirtschaft, sondern auch viele legale Wirtschaftszweige, vom Gesundheitswesen über Polizei und Justiz bis hin zur Sozialarbeit. Eine Studie hat nun im Detail untersucht, welche volkswirtschaftlichen Wirkungen die derzeitige Regulierung von Cannabis in der Schweiz hat. Zudem zeigt sie: alternative Regulierungsformen könnten dies wesentlich verändern.

Cannabis ist in der Schweiz seit 1951 verboten. Siebzig Jahre später wird in vielen Ländern darüber diskutiert, ob die Prohibition dem öffentlichen Interesse am besten dient. In der Schweiz wurden mehrfach Versuche unternommen, die Regulierung zu lockern oder zu verschärfen, bisher weitgehend erfolglos. Das Bundesamt für Gesundheit (BAG), die Kantone Genf und Basel-Stadt sowie die Städte Bern und Zürich haben daher eine Studie finanziert, die eine ökonomische Perspektive auf die Diskussion einnimmt und bisher unbekannt Informationen liefert.

Viele Branchen von Cannabis betroffen

Erarbeitet haben die Studie die Universität Genf und das Beratungsunternehmen EBP. Sie schätzen den für das Gesamtsystem Cannabis generierten Umsatz in der Schweiz auf rund eine Milliarde Franken jährlich. Dies beinhaltet sowohl die direkten Effekte des Cannabismarktes, des Gesundheitswesens, der Polizei, der Rechtsprechung und des Justizvollzugs als auch die indirekten wirtschaftlichen Effekte, die in der gesamten Schweizer Volkswirtschaft ausgelöst werden.

Etwa 56 Tonnen Cannabis (Marihuana und Haschisch) konsumieren Schweizer und Schweizerinnen jährlich. Das entspricht rund 750 000 Joints pro Tag. Basierend auf diesen Zahlen wird der jährliche Umsatz des Schweizer Cannabismarktes (Produktion und Verkauf) auf 582 Millionen Franken geschätzt (abzüglich Importen auf 432 Millionen Franken). Dazu kommen laut Studie folgende jährliche Umsätze: im Justizvollzug 14 Millionen Franken, in der Rechtsprechung 9 Millionen Franken, bei der Polizei 34 Millionen Franken und im Gesundheitswesen 22 Millionen Franken. Werden zusätzlich die indirekten Effekte durch vorgelagerte wirtschaftliche Aktivitäten und generierte Einkommen berücksichtigt, liegen die jährlichen Umsatzzahlen nochmals höher: 843 Millionen Franken im Cannabismarkt selbst, 44 Millionen Franken im Gesundheitswesen, 71 Millionen Franken bei der Polizei, 18 Millionen Franken in der Rechtsprechung und 23 Millionen Franken im Justizvollzug.

Bruttowertschöpfung vergleichbar mit der Herstellung von Autos und Autoteilen

Die Bruttowertschöpfung des Cannabis-Systems in der Schweiz schätzt die Studie auf 673 Millionen Franken (davon sind 428 Millionen direkte und 245 Millionen indirekte Effekte). Die direkte Wertschöpfung, die durch das Cannabis-System generiert wird, entspricht damit etwa

0,06 Prozent des Schweizer Bruttoinlandprodukts. Branchen in der Schweiz mit ähnlicher wirtschaftlicher Bedeutung sind die Wasserversorgung (0,04 Prozent) oder die Herstellung von Autos und Autoteilen (0,08 Prozent).

Der Gesamtbeschäftigungseffekt der wirtschaftlichen Aktivität im Zusammenhang mit Cannabis beläuft sich auf etwa 4 400 Vollzeitäquivalente. Dies ist vergleichbar mit den Angestellten der Schweizerischen Unfallversicherung (SUVA). Die durch das Cannabis-System generierten volkswirtschaftlichen Effekte lösen zudem ein Gesamtsteueraufkommen von rund 25 Millionen Franken aus, das die Mehrwertsteuer und andere Gütersteuern (zum Beispiel Tabak, Treibstoff) sowie die Einkommenssteuern beinhaltet.

Sollte Cannabis in Zukunft legal geregelt werden?

Die Studie zeigt auch, dass sich die volkswirtschaftlichen Effekte des Cannabis-Systems mittelfristig verändern würden, wenn alternative Formen der Regulierung zur Anwendung kämen. Dazu wurden verschiedene Szenarien simuliert. Eine Legalisierung von Konsum und Besitz der Droge für den Eigenbedarf, verbunden mit der Legalisierung der nicht-kommerziellen gemeinschaftlichen Produktion (Szenario «Cannabis Social Club») würde den Umsatz des Cannabis-Systems auf 650 Millionen Franken senken. In einem völlig frei regulierten Markt (Szenario «Freier Markt») würde der Umsatz sogar auf knapp 200 Millionen Franken abfallen. Ein stark regulierter privatwirtschaftlich organisierter Markt käme auf rund 275 Millionen Franken.

Ein Teil des Umsatzrückgangs würde jedoch als Steuereinnahmen abgeschöpft. Während der Status quo ohne legalen Markt und ohne produktspezifische Besteuerung ein Steueraufkommen von rund 25 Millionen Franken auslöst, könnte das Szenario «Cannabis Social Club» (Preisuntergrenze und Umsatzsteuer) ein Steueraufkommen von etwa 166 Millionen Franken generieren, das Szenario «Stark reguliert» (gewichts- und wertbasierte Produktsteuer ähnlich Tabak) von 464 Millionen Franken und das Szenario «Freier Markt» (nur Mehrwertsteuer) von 11 Millionen Franken.

Dr. Oliver Hoff, Autor der Studie, ordnet die Ergebnisse ein: «Die Simulationsergebnisse zeigen, dass die derzeitige Regulierung aus ökonomischer Perspektive ein sehr ineffizientes Ergebnis für die Schweiz produziert. Während durch künstlich hohe Margen vor allem im illegalen operierende Akteure profitieren, leiden Konsument:innen unter mangelnder Produkttransparenz und -qualität. Dem Gesundheitssystem und der Prävention wird der Zugang zu problematischen Konsumenten erheblich erschwert und dem Staat fehlt der regulatorische, fiskalische und gesundheitspolitische Marktzugriff.»

Adrian Gschwend, Leiter Sektion Politische Grundlagen und Vollzug beim BAG, ergänzt: «Die Studie kommt genau zur richtigen Zeit, denn die Sozial- und Gesundheitskommission des Nationalrats hat kürzlich beschlossen, ein Gesetzgebungsprojekt zur Legalisierung von Cannabis zu initiieren. Dazu braucht es wissenschaftliche Grundlagen. Die Studienergebnisse zeigen, dass sowohl der heutige Schwarzmarkt wie auch ein liberalisierter kommerzieller Markt der Öffentlichkeit die Kosten des Cannabiskonsums aufbürden, während Einzelne grosse Gewinne erzielen. Es braucht deshalb einen strikt geregelten Markt, der den Jugend- und Gesundheitsschutz gewährleistet.»

Prof. Dr. Sandro Cattacin, der die Studie von Seite der Universität Genf begleitet hat, fügt hinzu: «Bei der Heroinverschreibung in den 1990er Jahre war das ausschlaggebende Element das Leiden der Menschen, das zu Empörung führte und öffentliche Debatten zu Lösungen des Dramas auslöste. Danach führten Evaluationen dazu, dass die Politik eine neue Regulierung gesetzlich stabilisierte. In der Cannabis-Politik sind ebenfalls diese

Elemente ausschlaggebend, wobei das Leiden lange Zeit nicht sichtbar war. Erst seit Kurzem wird von diesem Leiden an der Prohibition gesprochen. Genau diese Klärung steht auch im Zentrum dieses Forschungsprojekts. Es spricht nicht über das Leiden und zeigt auch nicht, welche Modelle aus moralischer Sicht zu bevorzugen sind. Doch liefert die Studie eine willkommene und nötige Grundlage, den Gesetzesprozess im Bereich der Regulierung von Cannabis voranzubringen, indem die verschiedenen Regulierungsmodelle verglichen und aus ökonomischer Sicht bewertet werden.»

Die Studie «Cannabis in der Schweizer Volkswirtschaft: Ökonomische Effekte aktueller und alternativer Regulierung» untersucht die ökonomischen Effekte, die mit der derzeitigen Regulierung von THC-haltigem Cannabis in der Schweiz verbunden sind. Die Analyse basiert sowohl auf öffentlich verfügbaren Daten als auch auf eigenen Erhebungen des Autors. Die mit dem derzeitigen Regulierungssystem verbundenen volkswirtschaftlichen Effekte werden mit Hilfe eines Input-Output-Modells für die Schweizer Wirtschaft geschätzt. In einem zweiten Teil untersucht die Studie die Auswirkungen alternativer Cannabisregulierungen. Dazu werden Regulierungsszenarien konstruiert, die einen umfassenden Überblick über die gesamte Breite der ökonomischen Wirkmechanismen geben.

Die Studie wurde von der Universität Genf in Kooperation mit dem Beratungsunternehmen EBP im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit sowie der Kantone Genf und Basel-Stadt sowie der Städte Zürich und Bern erstellt.

Eine deutsche Kurzfassung der Untersuchung ist im Seismo Verlag erschienen

Download/Bezugsquelle:

<https://www.seismoverlag.ch/de/daten/cannabis-in-der-schweizer-volkswirtschaft/>

Die vollständige Studie in englischer Sprache ist in der Reihe «Sociograph - Sociological Research Studies» der Universität Genf erhältlich.

Download/Bezugsquelle:

<https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/sociograph58>

Für Auskünfte stehen zur Verfügung:

Oliver Hoff, Universität Genf/EBP Schweiz AG

Tel. +41 44 395 16 16

E-Mail: oliver.hoff@ebp.ch

Adrian Gschwend, BAG, Leiter Sektion Politische Grundlagen und Vollzug BAG

Tel. +41 58 462 58 00

E-Mail: Adrian.Gschwend@bag.admin.ch

Press release

EMBARGO Montag 20.6.2022 ; 11 :00

Geneva/Zurich/Berne: 20.06.2022

The economic effects of Cannabis in Switzerland

Cannabis generates an annual turnover of around one billion Swiss Francs. This sum does not only contain production, import and trade in the shadow economy but also legal economic activity such as policing, the judicial system, social work and healthcare. A study investigated the economic effects of the current form of regulation in-depth and shows: alternative regulation could significantly change the status quo.

Cannabis was first prohibited in Switzerland in 1951. Seventy years later, the world has changed, and many countries are discussing as to whether prohibition is a policy best suited to serve the public interest. Switzerland has been considering the question for decades now and multiple attempts have been made to change the form of regulation both in a stricter and in a more relaxed direction, so far to no avail. The Federal Office of Public Health (FOPH) in coordination with the cantons of Geneva, Basel-Stadt as well as the cities of Berne and Zurich have financed a study that adds previously unavailable information to this discussion from an economic perspective.

Many industries are affected by Cannabis

The study was conducted by the University of Geneva and the consulting company EBP Switzerland. They estimate the total turnover of the current cannabis system in Switzerland at 1 billion CHF annually. This estimate includes both the direct effects of the cannabis market, healthcare, police, jurisprudence, and court enforcement segments as well as indirect economic effects triggered across the Swiss economy.

About 56 tons of cannabis (marihuana and resin) are consumed in Switzerland annually. This corresponds to a little more than 750,000 joints daily. Based on this demand the annual revenue of the Swiss market for recreational cannabis is estimated at 582m CHF (excluding imports the estimate lies at 432m CHF). Additionally, the direct turnover of the other segments of the cannabis system amount to 14m CHF (court enforcement), 9m CHF (jurisprudence), 34m CHF (police), and 22m CHF (healthcare). Including indirect effects through intermediate inputs and generated incomes, the total effects (direct and indirect) amount to 843m CHF for the market segment, 44m CHF for healthcare, 71m CHF for the police, 18m CHF for jurisprudence and 23m CHF for court enforcement.

Gross value added comparable to the production of cars and car parts

The total gross value added (GVA) is estimated at 673m CHF of which 428m CHF are direct effects and 245m CHF are indirect. The direct value added generated by the cannabis system roughly corresponds to about 0.06% of Swiss GDP or to about half of the economy of the canton of Appenzell Innerrhoden. The closest industries in Switzerland with similar value added are water supply which is slightly smaller at 0.04% or the production of cars and car parts, which is slightly larger at 0.08%.

The total employment effect of the economic activity associated with the cannabis system amounts to about 4,400 full time equivalents. As a point of reference this is similar to the employment generated by the Swiss accident insurance (SUVA), which employs about 4,200 employees in Switzerland.

Should cannabis be legalised in the future?

The study also shows that the economic effects would change in the medium term if alternative forms of regulation were applied. To show this different regulation scenarios were simulated. A legalisation of consumption and possession for personal use combined with a legalisation of non-commercial production (scenario "Cannabis Social Club") would decrease the total turnover of the cannabis system to 650m CHF. A mostly unregulated private market (scenario „Free Market“) would even further decrease turnover to 200m CHF whereas a highly regulated privately organised scenario would achieve about 275m CHF.

A part of this decrease in turnover is redirected in the form of tax revenue. While the status quo, without a legal market and without a product-specific form of taxation generates tax revenue of about 25m CHF, the scenario "Cannabis Social Club" would generate around 166m CHF, the scenario "High-Regulation" (weight- and value-based taxation, similar to tobacco) would generate 464m CHF and the scenario "Free Market" (just VAT) would generate 11m CHF.

Dr. Oliver Hoff, author of the study, comments on the results: "The simulation shows, that the current form of regulation produces an economically inefficient result. While artificially high profit margins enable illegal actors to generate generous profits, consumers suffer from inadequate transparency regarding products and quality. The healthcare system and preventative measures have a hard time accessing consumers with problematic consumption patterns and the state lacks access regarding regulatory, fiscal and public-health oriented initiatives.

Adrian Gschwend, head of policy and implementation at the FOPH, adds: «The study comes precisely at the right time as the commission for social and healthcare issues of the national assembly has recently started a legislative proposal regarding the legalisation of cannabis. The results show that both the current illicit market as well as a liberal commercial market inflicts costs on the public while individuals generate big profits. We thus need a well-regulated market that ensures both protection for children and adolescents as well as health protection measure.»

Prof. Dr. Sandro Cattacin at the University of Geneva puts the result into context: «During the heroin prescriptions in the 1990s the deciding element was the suffering of people which led to a public indignation and a discussion on the solution of the drama. Subsequently, evaluations led to a stabilisation of this policy approach. For cannabis policy the same elements are relevant even though the suffering was not visible for a long time. Only recently the public discussion has started to pay attention to the suffering caused by prohibition. This study does not specifically address the suffering and also does not show, which regulation is preferable from a moral point of view. Instead, it provides welcome and necessary information on the economic effects of current and alternate regulatory scenarios which will add a new quality to the legislative process on cannabis regulation.

A German summary of the study is published by Seismo

Download/Source:

<https://www.seismoverlag.ch/de/daten/cannabis-in-der-schweizer-volkswirtschaft/>

The full report in English (including a summary) is published in the series «Sociograph - Sociological Research Studies» at the University of Geneva.

Download/source:

<https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/sociograph58>

For additional information you can contact:

Oliver Hoff, University of Geneva /EBP Switzerland AG

Tel. +41 44 395 16 16

E-Mail: oliver.hoff@ebp.ch

Adrian Gschwend, BAG, Head of Policies and implementation section

Tel. +41 58 462 58 00

E-Mail: Adrian.Gschwend@bag.admin.ch